

**Communication d'informations relatives à la transmission  
d'informations relatives aux personnels ou usagers de  
l'établissement à des tiers extérieurs**

Date de création	05/02/2018
Date de dernière mise à jour	19/02/2018
Rédacteur	Ludwig MERENNE, Chargé des affaires juridiques
Services concernés	Composantes, Directions centrales
Résumé et objectifs	<b>Rappel des obligations en matière de communication d'information et procédures applicables</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Article L.712-2 du Code de l'éducation</li><li>- Articles L.114-8 du Code des relations entre le public et l'administration</li><li>- Articles 60-1 et 60-2 du Code de procédure pénale</li><li>- Code de la sécurité intérieure</li><li>- Code pénal</li><li>- Loi n°2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme</li></ul>
Base réglementaire	
Documents associés	néant

**OBJET :**

Les différents services de l'URCA sont régulièrement saisis de demandes relatives à la communication d'informations relatives à des usagers et des personnels.

La présente note vise à clarifier les obligations de l'URCA en la matière et indiquer les procédures à suivre concernant certaines demandes.

**Lexique :**

- **Tiers** : toute personne physique ou toute personne morale de droit privé.
- **Administration** : les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, leurs établissements publics administratifs et les organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif, y compris les organismes de sécurité sociale.

**I) Les demandes de tiers, concernant les usagers et les personnels :**

- **Cas des demandes concernant des usagers mineurs :** si la demande émane du ou des représentants légal(aux), les informations doivent être communiquées, notamment si elle concerne le présentiel de l'étudiant ou en rapport avec ses études.
- **Cas des demandes concernant des usagers majeurs :** dès lors que l'étudiant est majeur, il est responsable légalement de ses actes. Aucune information ne doit par conséquent être communiquée à des tiers le concernant, sauf à des officiers ministériels (notaires, huissiers de justice...), chargés de l'exécution d'une décision des autorités de l'Etat.
- **Cas des demandes concernant les personnels de l'université :** sauf à ce que la demande émane d'un officier ministériel, aucune information relative aux personnels de l'université ne doit être communiquée à des tiers.

Il convient à cet effet d'identifier clairement le demandeur, en lui demandant de saisir l'administration par écrit (voie postale ou électronique en application des dispositions du Code des relations entre le public et l'administration), aucune information ne devant être communiquée par voie téléphonique.

**II) Les demandes émanant d'autres administrations, relatives à des usagers ou des personnels**

L'article L.114-8 du Code des relations entre le public et l'administration dispose que « *Les administrations échangent entre elles toutes les informations ou données strictement nécessaires pour traiter une demande présentée par le public ou une déclaration transmise par celui-ci en application d'un texte législatif ou réglementaire. Les administrations destinataires de ces informations ou données ne peuvent se voir opposer le secret professionnel dès lors qu'elles sont, dans le cadre de leurs missions légales, habilitées à connaître des informations ou des données ainsi échangées* ».

Cette disposition impose aux services de l'URCA la communication des informations lorsqu'une autre administration les demande, pour les cas où les informations sont nécessaires pour traiter une demande ou une déclaration d'un usager ou d'un personnel de l'établissement.

Il ne peut être opposé la notion de secret professionnel, notamment si l'administration demandeuse est habilitée à avoir connaissance de cette information.

**Exemples :**

- Les services de l'immigration demandent si le certificat d'inscription produit par usager est authentique et s'il a un titre de séjour valable. La vérification des conditions d'entrée sur le territoire national ne fait pas partie des attributions de l'URCA, la réponse à la seconde partie de la demande ne doit pas être faite. En revanche, pour l'authentification du document, il faut apporter une réponse.
- Les services de l'administration fiscale demandent une information relative à la déclaration d'un personnel de l'établissement, l'information doit être communiquée.

L'obligation d'identification claire de l'administration demandeuse est ici renforcée, les informations échangées pouvant avoir un caractère personnel. De tels échanges ne sont possibles

qu'après une saisine écrite (par voie postale ou électronique). Aucun échange d'information ne peut avoir lieu par téléphone. La réponse doit être apportée dans les meilleurs délais.

### **III) Le cas particulier des demandes émanant des forces de l'ordre ou de l'autorité judiciaire**

L'échange d'informations entre administrations reste conditionné au cas de l'instruction d'une demande ou d'une déclaration d'un usager ou personnel de l'URCA. Pour autant, les demandes émanant des forces de l'ordre et/ou de l'autorité judiciaire doivent bénéficier d'un traitement particulier.

Le cadre législatif actuel, couplé aux dispositions antérieures du Code pénal et du Code de procédure pénale, rendent la communication des informations aux forces de l'ordre et à l'autorité judiciaire obligatoire.

*L'article 60-1 du Code de procédure pénale rappelle « Le procureur de la République ou l'officier de police judiciaire peut, par tout moyen, requérir de toute personne, de tout établissement ou organisme privé ou public ou de toute administration publique qui sont susceptibles de détenir des informations intéressant l'enquête, y compris celles issues d'un système informatique ou d'un traitement de données nominatives, de lui remettre ces informations, notamment sous forme numérique, sans que puisse lui être opposée, sans motif légitime, l'obligation au secret professionnel ».*

*L'article 60-2 du Code précité ajoute « Sur demande de l'officier de police judiciaire, intervenant par voie télématique ou informatique, les organismes publics ou les personnes morales de droit privé, à l'exception de ceux visés au deuxième alinéa du 3° du II de l'article 8 et au 2° de l'article 67 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, mettent à sa disposition les informations utiles à la manifestation de la vérité, à l'exception de celles protégées par un secret prévu par la loi, contenues dans le ou les systèmes informatiques ou traitements de données nominatives qu'ils administrent ».*

Conformément aux dispositions de l'article L.712-2 du Code de l'éducation, le Président est le seul habilité à représenter l'université vis-à-vis des tiers et en justice.

A cet effet, lorsqu'un service de l'université est saisi d'une demande d'information ou informé d'une réquisition judiciaire, il doit dès réception de la demande compléter la fiche d'information annexée à la présente, afin d'en informer systématiquement la présidence de l'université.

**Le fait de s'opposer à une réquisition ou de refuser de communiquer des informations aux forces de l'ordre ou à l'autorité judiciaire est un délit sanctionné par le Code pénal et le Code de procédure pénale.**

L'obligation d'identification claire est ici renforcée, les informations échangées pouvant avoir un caractère personnel. De tels échanges ne sont possibles qu'après une saisine écrite (par voie postale ou électronique). Aucune information ne doit être communiquée par téléphone. Les informations demandées doivent l'être sans délai.

### **FICHE D'INFORMATION**

**Date de la demande :** Cliquez [ici](#) pour entrer une date.

**Objet de la saisine (merci d'indiquer toutes les informations que vous jugez utiles) :**

***Merci de joindre la demande formelle à la présente fiche  
Cette fiche est à retourner à l'adresse [daj@univ-reims.fr](mailto:daj@univ-reims.fr)***